

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.99.41

5 février 1999

(99-0439)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>ÉTATS-UNIS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Office de contrôle des médicaments et des produits alimentaires (3) L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Compléments alimentaires
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Étiquetage des produits alimentaires - Utilisation sur les compléments alimentaires de revendications de vertus sanitaires fondées sur des déclarations faisant autorité (6 pages, en anglais)
6.	Teneur: L'Office de contrôle propose d'autoriser l'utilisation sur les compléments alimentaires de revendications de vertus sanitaires fondées sur des déclarations faisant autorité en application de la procédure de notification prévue dans la Loi de 1997 relative à la modernisation de l'Office de contrôle des médicaments et des produits alimentaires (FDAMA). La FDAMA autorise les allégations concernant la teneur en éléments nutritifs fondées sur des déclarations faisant autorité aussi bien pour les aliments conventionnels que pour les compléments alimentaires. La FDAMA permet aussi les revendications de vertus sanitaires fondées sur des déclarations faisant autorité pour les aliments conventionnels, mais elle ne prévoit pas l'utilisation de telles revendications pour les compléments alimentaires. L'Office de contrôle estime qu'en ce qui concerne les revendications de vertus sanitaires, les aliments conventionnels et les compléments alimentaires devraient être soumis aux mêmes règles et procédures, y compris la procédure de notification prévue dans la FDAMA.
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Santé et information des consommateurs
8.	Documents pertinents: 64 FR 3250, 21 janvier 1999; 21 CFR Partie 101. Publication dans le <i>Federal Register</i> après adoption.

9.	Date projetée pour l'adoption: À déterminer Date projetée pour l'entrée en vigueur:
10.	Date limite pour la présentation des observations: 6 avril 1999
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de télécopie d'un autre organisme: